



Montreuil le 20 septembre 2018

à J.M. Blanquer
Ministre de l'Éducation nationale
et de l'Enseignement supérieur

Monsieur le Ministre,

La mise en œuvre des évaluations nationale en CP et en CE1 en cette rentrée soulève un émoi considérable chez nos collègues du fait de leur caractère particulier.

Nous ne pouvons accepter que soit engagée une culture de l'évaluation qui plus est autoritaire.

Ces évaluations nationales ne répondent pas ni aux besoins des élèves, ni à une évaluation efficiente des élèves, ni à la prise en compte de la nécessaire relation enseignants/élèves, ni au respect de la liberté pédagogique de nos collègues.

Elles renvoient les enseignants à une simple fonction administrative d'exécution qui n'est pas acceptable.

Nous avons, lors des évaluations précédentes en 2017, été entendus tardivement notamment sur la liberté d'exploitation laissée aux équipes.

Nous souhaitons rappeler que dans la Fonction publique, toute mesure nécessite une déclinaison réglementaire d'application en l'absence de laquelle les agents ne peuvent être inquiétés et-ou soumis aux pressions hiérarchiques.

Vous comprendrez, dans cette situation, que ces évaluations ne sauraient être mises en œuvre.

Par conséquent nous vous demandons de les suspendre.

Nos organisations syndicales soutiennent et accompagneront les personnels qui refuseront de mettre en œuvre ces évaluations ou ne feront pas remonter les résultats.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, mes respectueuses salutations.

Norbert Trichard
Secrétaire général SNUDI-FO

Fatna SEGHROUCHNI
Co-secrétaire générale
Fédération Sud-Education

Jérôme SINOT
Secrétaire national CGT
en charge du 1^{er} degré